

UNIVERSEATÉ



EDITO

HERVÉ GUILLOU

Président directeur général de DCNS

Terrorisme militarisé frappant directement sur notre sol, posture et réarmement des États-puissances, instabilité non maîtrisée au Proche Orient, baisse du prix du pétrole : les cinq dernières années ont marqué un véritable bouleversement des équilibres établis depuis la fin de la Guerre froide. Notre industrie, brique essentielle de la souveraineté nationale de la France, n'échappe pas à ce changement profond de contexte stratégique et évolue dorénavant dans un environnement plus incertain.

Le développement rapide de nouveaux entrants dans la compétition mondiale, soutenus par les investissements massifs de leurs États, bouscule nos marchés et nos manières de faire. Le groupe DCNS est certes fier d'avoir su concrétiser, avec le soutien constant de l'État français, de grands contrats export ces dernières années, néanmoins nous devons mesurer combien la pression concurrentielle s'accroît et nous oblige à revoir nos enjeux opérationnels et stratégiques. Car si ces succès à l'export traduisent à la fois notre avance technologique et l'excellence de nos savoir-faire, il est essentiel de rappeler que nous les devons aux efforts consentis par la France pour équiper ses armées au cours des décennies précédentes. C'est à travers la commande publique que nous avons pu développer notre socle de compétences ; c'est donc grâce à elle que nous pourrons le maintenir et le renforcer pour préparer l'avenir.

Préserver cette supériorité technologique sur le terrain est d'autant plus urgent que nous sommes confrontés à l'arrivée toujours plus rapide de nouvelles technologies de rupture. Dans de telles conditions, maîtriser le temps technologique pour garantir la supériorité de nos capacités opérationnelles exige de notre part un investissement accru dans l'innovation et la recherche. Faute d'effort en ce sens, ce seraient non seulement nos compétences et savoir-faire spécifiques que nous perdriions avec les emplois correspondants, mais également l'autonomie stratégique de la France qui serait remise en question.



PRÉSENTATION DES ATELIERS



SÉQUENCE 1 DES ATELIERS - LUNDI 5 SEPTEMBRE 2017

LES DÉFIS DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Depuis une quinzaine d'années, nos forces armées sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme international, engagées de manière concomitante sur le territoire national, comme au-delà de nos frontières dans le cadre de nombreuses projections extérieures. Cette situation consacre l'évidence d'un double continuum : défense-sécurité, intérieur-extérieur.

Alors que les opérations extérieures conduites par la France dans les années 90 visaient à « exporter » de la paix ; celles des années 2000, de l'Afghanistan à la bande saharo-sahélienne ont eu vocation, très directement, à assurer notre défense, à contribuer à notre sécurité y compris, et peut-être avant tout, sur notre propre territoire national. Reste que si l'objectif – à savoir la lutte contre le terrorisme islamiste international – est identique à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières, l'ennemi auquel se heurtent nos forces armées offre un visage aux multiples facettes suivant qu'il agisse en Syrie, au Mali ou à Paris. Dès lors, cette situation appelle plusieurs constats, qui sont autant de défis pour nos forces armées.

En premier lieu, l'ennemi se présentant sous différents visages, recourant à des techniques et savoir-faire différents selon qu'il agisse en France, au Sahel ou en Syrie, impose à nos armées de moduler leurs réponses, d'être en capacité de développer des compétences diverses et adaptées à la menace ou plutôt aux différentes formes que revêt cette menace terroriste. Sur le plan intérieur, cette réponse au terrorisme conduit nos armées à s'articuler très étroitement avec les autres services de sécurité de l'Etat, tels que la Police nationale, la Gendarmerie. De fait, la lutte contre le terrorisme relève d'une approche globale et nécessairement coordonnée. Par ailleurs, qu'elle trouve à s'incarner dans des armées irrégulières en Syrie ou au Mali, ou qu'elle s'exprime à travers les actes plus ou moins isolés, plus ou moins coordonnés de groupuscules islamistes à la définition parfois fort indécise, la menace terroriste adopte des formes d'actions extrêmement variées : de l'IED, à l'embuscade, de l'action de guerre au kamikaze ; de l'action conduite par plusieurs dizaines de combattants plus ou moins clairement identifiés, à celle du loup solitaire, parfois sans lien direct avec la « centrale » Daech. Ces actions enfin conjuguent en Syrie, au Mali, la mise en œuvre de moyens d'artillerie, de moyens plus lourds parfois, tantôt extrêmement modernes, tantôt rustiques, alors que sur le territoire national, un poids lourd lancé à pleine allure sur une avenue piétonne, une ceinture d'explosif, un couteau, des armes d'assaut individuelles sont jusqu'à ce jour privilégiés. Face à ces menaces, à la diversité des moyens mis en œuvre, la réponse ne peut être que multiple, contextualisée et surtout adaptative. Dans cette perspective, les drones par exemple offrent à nos forces de réels atouts en termes de surveillance des espaces, y compris maritime, d'acquisition de renseignement, de déminage, de réduction de la boucle décisionnelle.

En second lieu, la menace terroriste invite à un renforcement des frontières extérieures de l'UE et sur le plan intérieur, à une protection du territoire dynamique et articulée dans la profondeur. Les armées, là encore, qui participent depuis longtemps à la permanence de la protection du territoire, ont un rôle central à jouer, un défi aussi peut-être à relever dans la mesure, où elles doivent participer à cette protection globale tout en étant désormais privées d'un maillage territorial que leur assuraient jadis leurs nombreuses garnisons sur l'ensemble de la métropole.



En troisième lieu, la réponse au terrorisme qui touche l'Europe occidentale est également d'ordre stratégique, géopolitique ; elle passe par la stabilisation du vaste espace méditerranéen au sens large. Cette stabilisation constitue en effet un enjeu de premier ordre dans la mesure où l'ensemble des pays constitutifs du bassin méditerranéen ont un rôle à jouer dans l'endigement du terrorisme dont l'un des ferments est la pauvreté, l'absence de perspective de développement. Il s'agit donc de donner du corps à cette communauté de destin à travers certes une politique globale de sécurité et de défense, mais également par la mise en œuvre au niveau national et européen d'une politique de développement concertée, seule à même de garantir une prospérité économique partagée et une stabilisation politique et démocratique des Etats du sud.

Enfin et peut-être surtout, le niveau de sollicitation de nos forces atteint, notamment depuis 2015, un seuil relativement inédit dans une époque récente. La mise en place du dispositif Sentinelle à la suite des attentats terroristes de janvier 2015 est en effet venue s'ajouter aux engagements sans discontinuer de nos forces sur de nombreux théâtres d'opération, alors que, par ailleurs, et dans le même temps, nos forces armées assurent les missions permanentes de dissuasion, mais aussi de maintien de la souveraineté dans les espaces maritimes et aériens.

Or, cet engagement de nos forces dans la durée se traduit par une usure accélérée du potentiel technique et humain et pose clairement la question de la disponibilité des personnels et des équipements. Pour ce qui relève des matériels, la question centrale est donc bien celle du MCO, c'est-à-dire du maintien en condition opérationnelle des équipements. Certes, ces dernières années, d'importants changements ont été opérés dans l'organisation des acteurs publics et privés responsables de leur disponibilité ; la situation s'est globalement nettement améliorée mais reste problématique pour certains équipements : problèmes de délais et de coûts demeurent. Or, ces difficultés sont très largement liées aux conditions d'emploi de ces matériels, des conditions fortement éprouvantes, rarement imaginées et prises en compte au lancement du programme. A ambitions égales, il convient donc d'ajuster le soutien au bon niveau, afin de permettre à nos armées de remplir avec efficacité et en toute sécurité les missions qui leur sont confiées.

Liste des ateliers - Séquence 1

1. *Des armées irrégulières aux groupuscules terroristes locaux, des réponses et des capacités différenciées pour les Armées*
2. *Le renforcement des frontières terrestres, maritimes, aériennes : quel rôle pour les armées ?*
3. *La Méditerranée : communauté d'intérêts et front stratégique*
4. *Drones et robots dans les forces armées : des stratégies militaire et industrielle à construire*
5. *Le maintien en condition opérationnelle : ajuster le soutien*



DCNS SITE DE TOULON-OLLIOULES **LE PREMIER ATELIER LOGICIEL TEMPS** **RÉEL D'EUROPE**

Le groupe DCNS est le seul industriel européen maîtrisant l'ensemble de la chaîne de conception, de réalisation et de maintien des navires armés complets, avec leur système de combat et les équipements critiques nécessaires à leur engagement sur les théâtres d'opération.

C'est à Ollioules, au cœur du Technopôle de la Mer, que DCNS rassemble toute cette expertise en logiciels temps réel pour développer les systèmes de mission, ces « cerveaux » made in France des navires militaires. Plus de 1 000 ingénieurs y travaillent chaque jour, forgeant ainsi une capacité unique à concevoir et intégrer sur un seul navire une multitude de systèmes, senseurs et armes, et à les faire opérer en temps réel avec les autres composantes de la force aéromaritime.

Produits militaires les plus digitalisés, les systèmes navals sont très sensibles à l'arrivée et la montée rapide en maturité des technologies de rupture. Cyber sécurité, Big Data, drones et intelligence artificielle : c'est également à Ollioules que le navire de combat du futur s'imagine, sur le temps long. Les équipes de R&D y seront multipliées par cinq dans les trois ans à venir et déjà, DCNS prépare avec la BELH@RRA® le navire de combat numérique du XXI^e siècle avec une capacité inégalée d'évolution permanente.

Cette double compétence exige des capacités technologiques et industrielles uniques, que vous pourrez découvrir en visitant le site de DCNS à Ollioules. Les différents ateliers qui vous seront présentés vous permettront de mieux comprendre cet environnement : simulations d'attaques, présentation de la BELH@RRA® et de ses capacités numériques, démonstration de combat naval, modélisation 3D, data centers, passerelle du futur, intégration des drones,...

BIENVENUE DANS LE PLUS GRAND ATELIER
LOGICIEL TEMPS RÉEL D'EUROPE !

FOCUS SUR L'EQUIPE PROJET CEIS



EN 2017 L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA DÉFENSE A 15 ANS

Au fil des années, les collaborations et la mobilisation des compétences internes de CEIS ont indéniablement mêlé la vie de l'entreprise avec celle des Universités d'été de la Défense, événement désormais ancré dans l'agenda institutionnel du monde de la Défense français. Ces 15 années d'échanges d'expertises ont nourri le développement de la connaissance et des compétences, tout autant de CEIS que celles des Universités et de ses universitaires.

PERMANENCE ET RENOUVEAU

Le projet des Universités d'été de la Défense s'appuie sur une organisation solide au sein de CEIS qui a permis à cette manifestation de durer, tout en se réinventant chaque année. Pour sa 15ème édition, le commissariat général de l'Université d'été de la Défense est assuré par Olivier DARRASON, Président fondateur de CEIS.

Pour l'élaboration de la programmation et la définition des thématiques, il est conseillé par le Général (2S) Jean-Paul PALOMEROS, commandant suprême allié Transformation (SACT) de l'OTAN de 2012 à 2015, et entouré d'Axel DYÈVRE, directeur associé de CEIS – Bureau Européen de Bruxelles, ainsi que de Bertrand GUEYNARD et des six managers et consultants séniors qui composent sa direction CEIS - Défense & Sécurité. Olivier ZAJEC, ancien consultant CEIS qui a participé à l'ensemble des Universités depuis leur création, apporte également son expertise. Olivier est maître de conférences en science politique à l'Université de Lyon-III.

L'Université d'été de la Défense ne pourrait se construire sans l'apport des partenariats publics et privés. En 2017, ces partenariats ont été élaborés et proposés à nos partenaires par François-Charles TIMMERMAN, Directeur des Affaires internationales de CEIS, assisté par Othmane BADSSI, consultant.

Enfin, l'ensemble de l'organisation et de la coordination logistique est mise en œuvre par Mélodie REYNAUD, Directrice de l'événementiel de CEIS, et les consultants de son équipe, tous spécialisés dans la réalisation d'événements à haute valeur ajoutée : Louis-Gonzague ADAM, Margot COLDEFY, Charlotte GONZALES et Fátima VITES CAJUSO.

**NOUS SOMMES TOUS IMPATIENTS
DE VOUS RETROUVER POUR
CETTE 15ÈME ÉDITION QUI ALLIERA
CETTE ANNÉE NOUVEAUTÉ ET CONTINUITÉ !**

ceis



INFORMATIONS UTILES

Retrouvez toutes les informations de cette 15^{ème} édition
sur le site www.universite-defense.org

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES

Fin des inscriptions
30 JUIN 2017

Envoi des agendas personnalisés
MI-JUILLET 2017

DEVENIR PARTENAIRE

Si vous souhaitez devenir partenaire de la 15^{ème} Université d'été de la Défense,
vous pouvez contacter :

François-Charles TIMMERMAN
fctimmerman@ceis.eu
+33 (0)6 40 41 03 18

Othmane BADSSI
obadssi@ceis.eu
+33 (0)6 28 49 25 58

CONTACTS

Pour toute demande d'information ou précision, n'hésitez pas à nous contacter :

Mélodie REYNAUD
+33 (0)1 45 55 92 44

Margot COLDEFY
+33 (0)1 45 55 90 96

organisation@universite-defense.org
www.universite-defense.org



2017 **TOULON**
4/5 SEPTEMBRE